

Ensemble

Presse coopérative et indépendante

www.journalensemble.coop

Vol. 03, N° 02 • Février 2012

Dossier

Assemblées constituantes à travers le monde

Retrouver la démocratie

Le faible taux de participation aux élections est souvent pointé du doigt pour illustrer le cynisme des citoyens, alors que la classe politique promet de leur « redonner confiance ». Dans plusieurs pays, les citoyens ont entrepris de convoquer une assemblée constituante pour remettre en question le système politique lui-même, et pour se donner de nouvelles institutions démocratiques.

Éditorial

La nécessité d'une constituante

Plusieurs milliers de citoyens de tout âge et de toute condition sociale ont récemment pris la rue pour crier leur mécontentement. Loin d'être un groupuscule marginal, ils se décrivent comme les « 99 % » face au « 1 % » qui détient le pouvoir. Ils sont là pour réclamer le retour de la démocratie.

Nicolas Falcimaigne

Qu'ils soient militants sociaux, environnementaux, qu'ils défendent des causes culturelles, morales ou économiques, les citoyens les plus engagés se sont tous heurtés un jour au mur de la politique partisane, au-delà duquel le débat public est confisqué par les intérêts individuels et partisans.

Maintenant, c'est le citoyen « ordinaire » qui réalise son incapacité à faire représenter fidèlement ses intérêts par ses élus. Il faut changer le système. Les partis ont bien compris cette volonté populaire, car ils proposent maintenant des réformes, celles qui serviraient leurs intérêts.



Les manifestants de tout âge et de toute condition sociale, rassemblés au Square Victoria par le mouvement Occupons Montréal le 26 novembre dernier, réclament la démocratie. Photo: Nicolas Falcimaigne

Ce n'est pas aux élus de décider des règles du jeu auquel ils prennent part, c'est aux citoyens, leurs commettants. Une réforme

démocratique se fait par une Assemblée constituante de citoyens, et elle s'adopte par référendum. Qu'attendons-nous?

Procès du mode de scrutin, organisé par le MDN

La démocratie canadienne derrière les barreaux

Une cinquantaine de membres du Mouvement Démocratie Nouvelle (MDN) ont assisté le 15 février dernier au procès ludique du mode d'élection uninominal à un tour, accusé de trahison envers la démocratie.

Andrée-Anne Côté-St-Laurent

Au fond du pub à scotch de l'Île Noire à Montréal, ils étaient une cinquantaine de jurés prêts à condamner le mode d'élection uninominal à un tour. Alors que l'avocate de la défense livrait ses arguments incongrus, le procureur revenait à charge, poussé par l'opinion d'une audience convaincue d'avance. Le 15 février dernier, le système électoral canadien a été accusé et condamné aux abîmes pour trahison envers la démocratie, falsification des résultats électoraux et bris de l'exercice démocratique.

Malgré un verdict unanime, la défense a signalé qu'elle portera la cause en appel.

« Il faut protéger les institutions qui soutiennent le mode de scrutin », a déclaré celle qui jouait le rôle de l'avocate de la défense, Lorraine Guay. « Qu'est-ce qu'on a à bouger des choses qui nous ont supportés pendant des siècles ? » Selon elle, il y a quelque chose de pervers dans ce désir de vouloir tout changer tout le temps.

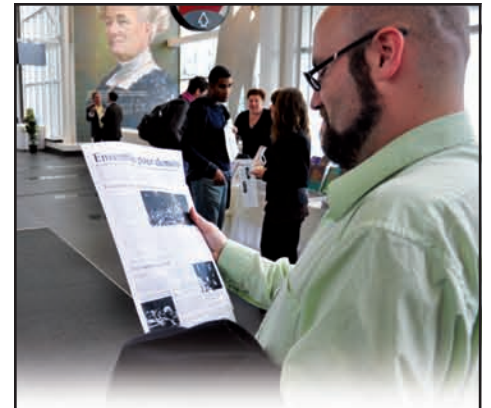
Mais d'autres s'entendaient pour dire que René Lévesque avait raison. « Notre démocratie est infecte », s'est exclamé le procureur pour l'événement, Jean-Pierre Charbonneau. Il a d'ailleurs demandé à l'audience si elle trouvait normal qu'en 2007, Québec Solidaire ait récolté un tiers de millions de votes, mais n'ait fait élire aucun député.

Le mode de scrutin actuel a d'abord été accusé de comploter dans le but d'empêcher

l'expression du pluralisme politique. « C'est le fondement même de la démocratie représentative ! Il faut avoir à l'esprit la valeur des mots et du sens de la démocratie, de la représentativité et de l'équité, a rappelé le procureur. Il y a des gens qui attendent dans le portique qui devraient être dans la chambre depuis longtemps ! »

Selon ce porteur d'idées pour le Mouvement Démocratie Nouvelle (MDN), il y a sous-représentation des nouvelles opinions, tout comme il y a aussi une dynamique de sur-représentation de certaines opinions ou courants politiques. « Dans certaines régions, il arrive qu'il n'y ait qu'un seul parti politique, car le processus électoral a dissipé le pluralisme », a constaté

SUITE EN PAGE 2
MDN



LA PRESSE
COOPÉRATIVE
EN TOURNÉE
EN LOUBRIÈRE
COOPÉRATIVE



2012 Année
internationale des
coopératives

Le journal
Ensemble
est en tournée dans les
régions du Québec. Les
abonnés reçoivent
toutes les éditions
papier régionales.

Réservez votre place aux
premières loges!

Abonnement en ligne:
coop.journalensemble.coop

Ensemble
Presse coopérative et indépendante www.journalensemble.coop



Le journal Ensemble publie régulièrement de l'information en ligne. Reportages, photos et vidéos exclusifs sur la coopération, les régions et les grands enjeux de société.

www.journalensemble.coop

Suivez nous...



SUITE DE LA UNE MDN

Jean-Pierre Charbonneau. *Cela entraîne l'affaiblissement de la voix des régions, où les députés doivent se coaliser pour défendre leurs intérêts indépendamment de leur parti d'affiliation.*

La falsification des résultats électoraux par un découpage trafiqué de la carte électorale a aussi été vivement critiquée lors d'une période de questions. «L'idéal serait d'avoir un mode de scrutin avec une dynamique différente, un mode de scrutin proportionnel mixte, a proposé Jean-Pierre Charbonneau. Il y aurait deux types de circonscriptions: des locales, régionales plus petites et des régionales plus grandes, ainsi que deux types de députés.»

Accusé de brimer l'exercice de la démocratie, le mode de scrutin a dû se défendre de désenchanter les citoyens. Bien que le mode de scrutin ne soit pas le seul facteur expliquant la faible

participation démocratique, l'argument favorisant une meilleure représentativité citoyenne n'est pas à balayer du revers de la main, selon le procureur. «Le mode de scrutin est incitatif quand on sait que notre vote compte, a-t-il expliqué en faisant référence à la tendance désastreuse du vote stratégique à l'instar du vote idéologique. Le consensus est plus facile à trouver quand les gens savent qu'ils sont partie prenante de celui-ci!» Et de dire que le fondement même de la démocratie

est la recherche du consensus.

«Je vous le dis, le mode de scrutin actuel est le plus meilleur au monde», s'est exclamée à maintes reprises Lorraine Guay. Cette réelle militante du milieu communautaire, mal dans son rôle, a affirmé qu'il faut voir ce qui se passe ailleurs dans le monde pour aimer notre mode de scrutin. Mais, la Couronne prétend que tant que des gouvernements vont agir comme s'ils avaient obtenu la majorité de l'appui populaire, la société aura des lendemains difficiles. Le MDN propose entre autres d'augmenter la majorité absolue à 66%.

GEL DES RÉFORMES DÉMOCRATIQUES

«Je suis satisfait du verdict, mais je ne suis pas naïf. Nous avons fait l'exercice avec des gens convaincus, j'aurais aimé faire de même avec des députés actuels, pour leur brasser un peu plus la cage», confesse Jean-Pierre

«C'est décourageant, parce qu'on tourne en rond. On n'arrive pas à trouver l'impulsion pour changer le mode de scrutin, car c'est ce mode qui porte les partis au pouvoir.»

Jean-Pierre Charbonneau

commentateur politique affiné. Depuis des lunes au Québec et au Canada, les partis politiques ont promis un changement du mode de scrutin, mais personne ne s'engage réellement à le faire. «C'est décourageant, parce qu'on tourne en rond, déplore cet ancien président de l'Assemblée nationale. On n'arrive pas à trouver l'impulsion pour changer le mode de scrutin, car c'est ce mode qui porte les partis au pouvoir.»

En 1867, Louis-Joseph Papineau, tête d'affiche du Parti patriote et militant pour des réformes constitutionnelles, voulait départir le Québec des traditions électorales britanniques. «Il n'y a d'autorité légitime que

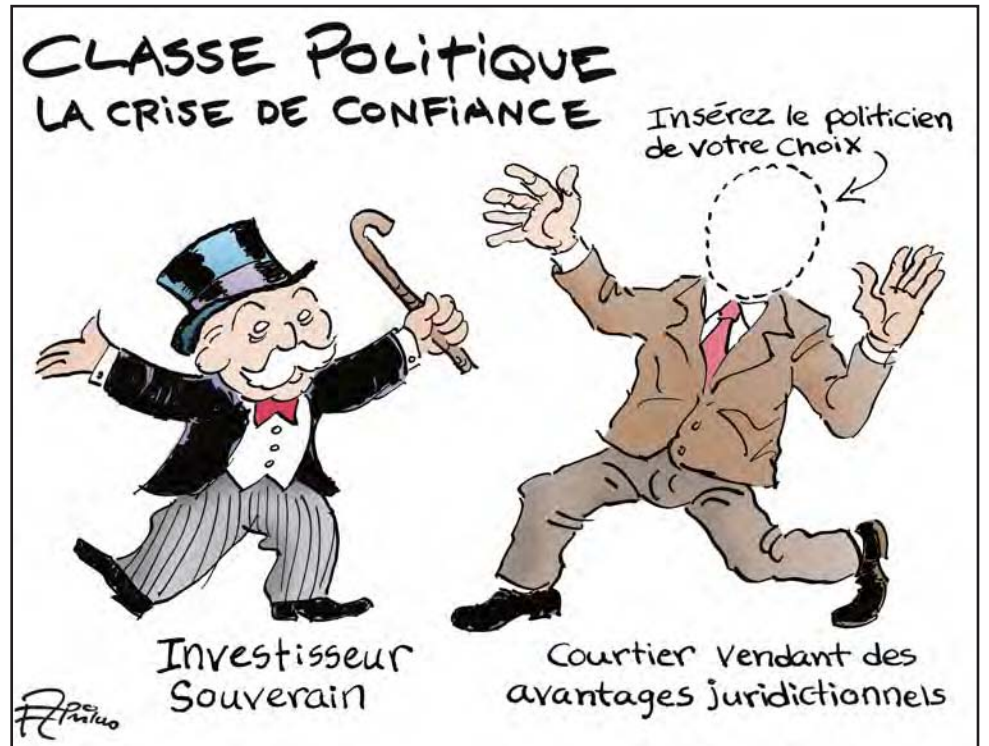


Illustration: Alexandre April

celle qui a le consentement de la majorité de la nation; de constitutions sages et bienfaitantes que celles sur l'adoption desquelles les intéressés ont été consultés et auxquelles les majorités ont donné leur libre acquiescement», est-il gravé sur son mémorial situé devant l'Assemblée nationale du Québec.

Selon lui, un gouvernement ne peut avoir plus de sièges que la proportion de son appui populaire, un concept repris par Jean-Pierre Charbonneau, définissant d'aristocratie le mode de scrutin actuel. «Ce système centenaire a été pensé pour favoriser les membres une élite qui voulaient s'organiser entre eux. Mais, le gouvernement s'en sacre!», a-t-il lancé à sa «Seigneurie», Monsieur le Juge, Gérald Larose.

Le mode de scrutin n'a pas été retouché depuis plus de cent ans. Selon le MDN, 85% des gens s'entendent pour dire qu'il a besoin d'être scruté. «C'est leur gros bon sens qui le leur dit! Les gens n'ont pas besoin d'un cours de sciences politiques pour comprendre ça», a commenté Jean-Pierre Charbonneau. Selon lui, il est important de continuer à faire avancer la cause dans l'opinion publique pour qu'elle prenne sa place sur l'échiquier politique. «Mais, le MDN a peu de moyens pour raviver seul les braises restantes de ce feu pas mal éteint. Nous organisons des activités entre gens convaincus, explique-t-il. Cela fait en sorte que les militants sont plus aguerris, c'est tout. Mais, quand le bon moment arrivera, on espère que quelqu'un soufflera sur cette braise-là!»

Entrevue: Jaime Siles Otazo, Consul de Bolivie au Québec

«Les gens deviennent des acteurs sociaux»

Alors que le Maroc fête le premier anniversaire de sa nouvelle Constitution et que les tambours du printemps arabe retentissent encore, le journal Ensemble a discuté avec Jaime Siles Otazo, Consul de Bolivie au Québec, de l'état actuel de la Bolivie et des conséquences de la nouvelle Constitution instaurée en 2009 par le gouvernement Morales.

Pascale Charlebois

Pascale Charlebois, Journal Ensemble : Si l'on considère l'état économique actuel de la Bolivie, peut-on dire que la Constitution de 2009 a eu des effets positifs, notamment en termes de lutte contre la pauvreté?

Jaime Siles Otazo, Consul de Bolivie au Québec : La période est encore courte pour faire une évaluation, mais la nouvelle Constitution accorde une véritable importance aux droits fondamentaux, civils, politiques, sociaux et économiques et à ce niveau-là, en Bolivie, il y a eu pas mal de progrès. Mais pas seulement avec la nouvelle Constitution. Il faut comprendre que c'est un processus politique et social qui a commencé en Bolivie dans les années 50 et qui a été consolidé lors de la révolution de 1958. La population voulait véritablement des changements à la Constitution qui existait

depuis la création de la République. Pendant longtemps, on avait maquillé la Constitution en faisant de petits changements, mais en fait, il fallait faire une véritable transformation de la nation.

Pendant longtemps, une majorité nationale était exclue des affaires économiques et sociales et maintenant elle est reconnue comme acteur principal de la reconstruction du pays.

Avec Morales, c'est la première fois qu'un président était élu par 65% de la population, parce qu'auparavant, la plupart de la population était exclue. Avant, pour voter, il fallait savoir lire et écrire, avoir une propriété enregistrée et avoir fait le service militaire, ce qui excluait les femmes et une grande partie de la population autochtone. Maintenant, tout le monde qui a 18 ans et

Lire l'intégrale sur le web :

www.journalensemble.coop



«Maintenant, les gens deviennent de plus en plus acteurs sociaux. Par exemple, actuellement, il y a beaucoup de coopératives.» - Jaime Siles Otazo, Consul de Bolivie au Québec. Photo: Nicolas Falcimaigne

À venir : compléments sur www.journalensemble.coop

Islande : non aux banquiers et oui à la démocratie

Par Marc Ouimet



Révoltes et contre-révolutions dans le monde arabe

Par Fadi Hammoud

Ensemble

Presse coopérative et indépendante www.journalensemble.coop

Coopérative de journalisme indépendant
86, Deuxième rang Est, Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0
418 860-1609 - www.journalensemble.coop
redaction@journalensemble.coop

ISSN 1927-9221

POUR CETTE ÉDITION - Rédaction: Pascale Charlebois, Andrée-Anne Côté-St-Laurent, Fadi Hammoud, Marc Ouimet et Nicolas Falcimaigne, rédacteur en chef.

Révision: Frédérique Doucet et Anne Falcimaigne. Photographie: Nicolas Falcimaigne. Illustration: Alexandre April. Montage: Nicolas Falcimaigne.

Site Web: FairTradeMedia.com

Conseil d'administration: Alexandre April, secrétaire, René Bougie, administrateur, Dru Oja Jay, vice-président, Marc Ouimet, trésorier et Nicolas Falcimaigne, président. Co-présidents d'honneur: Claude Béland et Raymond Corriveau.

Communiqués de presse: info@journalensemble.coop

Parce qu'ensemble, on va plus loin.